



Amazonie- L'écocide, nouveau péché pour les catholiques

Par [Helena Calle](#)

Mondialisation.ca, 06 janvier 2020

[El Espectador](#) 26 octobre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Environnement](#), [Loi et Justice](#),
[Politique et religion](#)

Dans le prolongement du « [Pacte des Catacombes pour la Maison commune](#) », publié dans le numéro d'octobre, nous publions ici un texte proposant une synthèse du document final du Synode sur l'Amazonie qui est tenu au Vatican du 6 au 27 octobre 2019. Cet article d'Helena Calle a été publié par [El Espectador](#) (Colombie), le 26 octobre 2019.

À Rome est paru le document final du Synode sur l'Amazonie, convoqué à la demande du pape François. Outre que l'écocide y est défini comme un péché, les auteurs en appellent à une transition énergétique radicale et recommandent (sans qu'elle soit encore approuvée) l'ordination d'hommes mariés dans les zones reculées de la région pour « animer l'Église », entre autres choses.

L'Amazonie est un territoire de plus de 33 millions d'habitants, parmi lesquels entre 2 et 2,5 millions sont des Indiens. Cet espace, formé du bassin du fleuve Amazone et de tous ses affluents, s'étend sur neuf pays : Bolivie, Pérou, Équateur, Colombie, Venezuela, Brésil, Guyana, Surinam et Guyane française.

La région amazonienne est essentielle à la distribution des pluies en Amérique du Sud et constitue la deuxième des zones du monde les plus menacées par le changement climatique. C'est pourquoi le pape François en a fait un symbole depuis la publication, en 2015, de son encyclique *Laudato si'*, dans laquelle il considère la protection de la nature comme un impératif éthique.

Le Synode, commencé à Rome le 6 octobre et achevé le 27 octobre, a réuni pour la première fois au Vatican des membres de communautés indiennes, des évêques de l'Amazonie et des représentants d'églises d'autres confessions comme les évangélistes et adventistes – qui, avec d'autres, sont majoritaires en Amazonie pour la première fois depuis la colonisation, selon une enquête réalisée par le Réseau ecclésial pan-amazonien (REPAM) auprès de 87 000 personnes dans les neuf pays amazoniens. Tous ont été invités par François à discuter de l'avenir de l'Église catholique en Amazonie ainsi que du rôle du Vatican dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Bien que le choix de ce lieu soit critiqué par des catholiques ultraconservateurs craignant que l'Église catholique « tombe dans le paganisme », et par d'autres évêques pensant qu'un synode sur l'Amazonie n'est pas le lieu approprié pour prendre des décisions sur l'Église, les conclusions ont été rendues publiques samedi 26 octobre dans la salle de presse du Saint-

Siège face à un auditoire rempli de journalistes venus du monde entier, en majorité des correspondants de médias catholiques. Le document a été rédigé en espagnol, et non en italien, clin d'œil adressé aux Latino-Américains, et il a des implications pour le monde catholique, pour le catholicisme en Amazonie, pour les femmes au sein des ministères de l'Église, et pour les hommes mariés dans les zones reculées de l'Amazonie.

Les Indiens sont propriétaires de l'Amazonie. Personne d'autre

Selon le document, l'Église catholique reconnaît « officiellement » que ce sont les cultures indiennes de l'Amazonie qui ont protégé les forêts et les eaux de la région durant des milliers d'années, grâce précisément au rapport qu'elles ont entretenu avec la nature. Cela se reflète « dans la croyance et les rites concernant l'action que les esprits de la divinité, appelés d'innombrables façons, ont sur et dans le territoire, sur et dans la relation avec la nature. Reconnaissons que depuis des milliers d'années, ces communautés ont pris soin de leurs terres, de leurs eaux et de leurs forêts et ont réussi à les préserver jusqu'à aujourd'hui afin que l'humanité puisse profiter de la jouissance des dons gratuits de la création de Dieu. »

Une des questions qui se sont posées au début de la rencontre a été de savoir pour quelle forme d'évangélisation opéraient les représentants de l'Église catholique dans la région. Ils reconnaissent que l'Amazonie est pluriethnique et multiculturelle et que les catholiques devront s'adapter, et non s'imposer, à cette réalité.

« En Amazonie, le dialogue interreligieux se déroule surtout avec les religions indiennes et les cultes d'origine africaine. Ces traditions méritent d'être connues, comprises dans leurs propres expressions et dans leur relation avec la forêt et la terre mère. » Cela signifie que l'intention demeure d'évangéliser en Amazonie, de porter « la parole de Dieu », mais en respectant les langues et les dynamiques propres à l'Amazonie. Autrement dit, le vœu émis dans le document est que ce soient les habitants eux-mêmes qui « animent l'Église ».

« Un des sujets forts sur lesquels nous nous sommes arrêtés est celui de l'inculturation. Nous voulons que les peuples indiens soient les sujets de leur histoire d'évangélisation, qu'ils s'engagent dans le défi d'être une église pour être les acteurs de la transformation de notre société et de l'Amazonie », a déclaré Monseigneur David Martinez de Aguirre, vicaire apostolique de Puerto Maldonado et secrétaire général du Synode.

Plus de missionnaires pour l'Amazonie

Le document ne précise pas combien il en faudrait, mais il y est écrit que les tournées des missionnaires qui sortent de leur lieu de vie habituel et passent un certain temps à visiter des communautés une par une et à « célébrer les sacrements » constituent un type de méthode pastorale très courant dans le catholicisme, et que l'Église doit continuer d'encourager. Pour cela, les auteurs proposent « un réseau itinérant en vue de passer d'une pastorale de visite à une présence plus permanente. Les congrégations et/ou provinces de religieux/ses du monde, qui ne sont pas encore engagés dans des missions, *sont invités à établir au moins un front missionnaire dans l'un des pays amazoniens.* »

Les catholiques se déclarent alliés des Indiens

L'Église catholique s'est engagée à être l'alliée des peuples amazoniens pour dénoncer les atteintes à la vie des communautés indiennes, l'écocide, l'ethnocide, la criminalisation des mouvements sociaux et l'invasion des activités extractives telles que l'exploitation minière,

l'élevage et les monocultures. Le plus important, peut-être, c'est qu'elle s'engage à dénoncer « l'absence de délimitation des territoires indiens ».

On lit entre les lignes que les auteurs *soutiennent l'initiative* « *La démarcation, c'est maintenant !* » des Indiens amazoniens du Brésil, qui ont organisé de multiples marches et campements à Brasilia, et qui ont refusé la proposition du gouvernement de modifier la Constitution et de transférer la responsabilité des démarcations du ministère de la justice au Congrès, où il existe une forte influence du bloc ruraliste opposé à la délimitation des territoires indiens. Les auteurs appellent également à la protection et au respect des quelque 130 peuples indiens en situation d'isolement volontaire qui vivent en Amazonie, pour la plupart entre le Brésil et la Colombie, et ils encouragent les États à garantir la défense de leurs droits et la protection de leurs territoires sans entrer en contact avec eux.

Théologie indienne et paganisme en Amérique latine

« Nous rejetons une évangélisation de style colonial », affirment les auteurs, qui reconnaissent que la spiritualité des Indiens est aussi une théologie et que leurs coutumes ou les expressions religieuses populaires n'ont rien de païen, et que les représentants de l'Église doivent les accompagner. Autrement dit, les Indiens ne sont pas des païens. Les auteurs évoquent « la promotion du dialogue interculturel dans un monde globalisé » et proposent pour cela de créer des centres de recherche et de pastorale qui, en alliance avec les peuples indiens, étudient, compilent et systématisent les traditions des groupes ethniques amazoniens « afin de favoriser un travail éducatif » en Amérique latine, sous le nom d'« Observatoire social pastoral amazonien ».

Les auteurs proposent en outre de créer un réseau de communication indien panamazonien pour diffuser le « bien vivre » et le respect de l'environnement, la création d'un réseau scolaire d'éducation bilingue pour l'Amazonie (à l'image de l'initiative *Fe y Alegría* [Foi et joie]), et la création d'une Université catholique amazonienne.

Concernant les savoirs indiens, il est mentionné que *les peuples amazoniens possèdent un vaste savoir en évolution constante sur la biodiversité, et que le « vol » de ces connaissances constitue de la biopiraterie ainsi qu'une forme de violence contre ces communautés.*

Une transition énergétique radicale

Il est écrit dans le document que le pillage règne dans la « maison commune » et, au chapitre sur les menaces dont l'Amazonie est l'objet, que l'extractivisme prédateur constitue le mal le plus important. « L'Église encourage la communauté internationale à fournir de nouvelles ressources économiques » pour assurer la promotion et un développement juste de la région.

Les auteurs évoquent également le rapport de la Cour interaméricaine des droits humains (CIDH) présenté en septembre par le REPAM sur les atteintes aux droits humains des peuples indiens de l'Amazonie. Ils indiquent qu'ils sont du côté des Indiens, et non des entreprises minières ni de l'impunité en matière de violation des droits des Indiens, et qu'ils soutiendront une campagne de désinvestissement des entreprises extractives qui causent des dommages sociaux et écologiques en Amazonie et dans lesquelles le Vatican investit. Selon Patricia Gualinga, Indienne de l'Amazonie et auditrice du Synode, le Saint-Siège aurait déjà cessé d'investir dans 130 entreprises (sur environ 700). Les auteurs appellent enfin à

une transition énergétique radicale. « Il nous incombe à tous d'être les gardiens de l'œuvre de Dieu. »

Le onzième péché

Les auteurs ont proposé de définir « le péché écologique comme une action ou une omission contre Dieu, contre le prochain, la communauté et l'environnement ». Autrement dit, l'écocide est désormais assimilé à un péché (il reste à préciser s'il s'agit d'un péché capital comme la luxure ou d'un péché mortel comme l'assassinat). Les auteurs ont également proposé la création d'un fonds mondial pour couvrir les dépenses des communautés amazoniennes qui luttent pour un développement durable, mais *ils ne disent pas si l'argent sortira des caisses du Vatican ou s'ils alimenteront eux-mêmes ledit fonds à cette fin.*

Des changements pour l'Église

Il est noté dans le document que, en l'absence de prêtres dans les communautés croyantes du biome, un évêque de l'Amazonie pourra confier l'exercice de la charge pastorale à une personne non investie du caractère sacerdotal, membre de cette communauté. Que la personne soit mariée ou non, le célibat demeure la règle, selon le document, pour la « prédication de la parole ». Bien que les participants aient abordé la question de l'ordination de diaconesses (c'est-à-dire de femmes qui se préparent à la prêtrise), la proposition n'a pas reçu un bon accueil et n'a pas été votée.

En outre, le document fait état du travail permanent accompli pour arrêter la traite d'êtres humains, le déplacement forcé, les migrations de masse sous l'effet du changement climatique. À cette fin, *les paroisses offrent leurs services pour accueillir les déplacés dans les villes, et il est proposé de créer des ministères écologiques* pour la sauvegarde de la maison commune ».

« On progresse un peu mais il n'y a pas vraiment de changement et, avec l'Amazonie qui flambe, de plus en plus de gens se rendent compte que les choses doivent changer, mais on ne peut pas continuer à apporter toujours la même réponse à des problèmes aussi urgents que le changement climatique. Nous espérons aboutir à de meilleurs résultats que ceux obtenus jusqu'à présent », a déclaré Michael Czerny, secrétaire spécial du Synode.

« Cinq siècles après l'arrivée des missionnaires d'Europe avec les colonisateurs portugais et espagnols, et dans un mouvement sans précédent, les peuples indiens ont été conviés à ce débat de trois semaines. Le Synode de l'Amazone nous donne donc des raisons d'espérer. Mais *au cœur de la forêt amazonienne, nos peuples restent en guerre* », a indiqué dans un communiqué la Coordination des organisations indiennes du bassin de l'Amazone (COICA).

Helena Calle

✘ [Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3518.

✘ Traduction de Gilles Renaud pour Dial.

✘ Source (espagnol) : [El Espectador](#) (Colombie), 26 octobre 2019.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

La source originale de cet article est [El Espectador](#)

Copyright © [Helena Calle](#), [El Espectador](#), 2020

Articles Par : [Helena Calle](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca